

La crise grogne encore !

DOSSIER RÉALISÉ PAR
SEYDOU SOULEY
MAHAMADOU

Selon la BM, la contribution de la consommation privée à la croissance dans l'UE a été négative depuis le troisième trimestre 2009.

(PHOTO : DR)

- Verdict final de la Banque mondiale, analyses de la Banque africaine de développement (BAD), réponses des autorités marocaines et prises de position des experts internationaux et locaux...
- La situation de l'économie globale et nationale est décortiquée avec à l'appui les plus récents indicateurs
- Coup de projecteur et éléments explicatifs d'une reprise qui s'annonce mitigée

Après la période où tout «s'écroulait», le moment est venu, vers la fin 2009, où des signes d'accalmie étaient perceptibles. Certains analystes avaient alors estimé que la crise était derrière nous et que 2010 serait l'année de la reprise. Pourtant, à seulement un trimestre de la fin de l'année, rien n'est encore sûr. Depuis quelques temps, cette question titille les observateurs : l'économie connaît-elle une reprise ou pas ? Les réponses de la Banque mondiale et de plusieurs autres analystes sollicités sont désormais claires. L'économie mondiale se redresse lentement, certes, mais retomber dans la récession demeure une possibilité. Sur ce point précis, deux types de complexités persistent à l'heure ac-

Le taux de confiance a gonflé, en Europe, un moment donné, grâce au regain de dynamisme observé en France et en Allemagne.

tuelle. Primo, il n'y a pas de consensus sur la vitesse de la décélération du regain de croissance observée en fin 2009 et début 2010. Deuzio, concernant les situations spécifiques des économies nationales, les positions des analystes sont encore partagées.

Bilan global

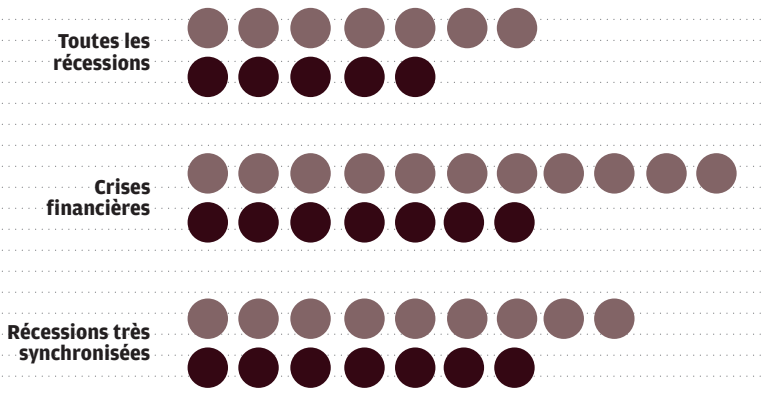
Les dernières prévisions du FMI fixent la croissance mondiale à 4,6% pour l'année 2010, soit une légère hausse de 0,6%. Le niveau du chômage (6,1% en 2009) a également connu un léger repli. Dans la zone Europe, le regain de dynamisme observé en France (+0,6) et en Allemagne (+2,2) a, un laps de temps, gonflé le taux de confiance. Selon les analystes, les signaux de reprise envoyés par les pays à revenus élevés tiennent principalement à deux indicateurs. Ce sont, d'une part, la relance de l'investissement encouragée par la chute des taux du mar-

ché obligataire pour les entreprises ayant de bonnes notations de crédit et une demande extérieure soutenue, et d'autre part, l'élan «resté modeste» des exportations de biens, notamment ceux d'équipement. Ainsi, aux États-Unis, les commandes de biens ont augmenté de 4% et celles de l'Allemagne de 50%, en mai 2010. Ces signaux, à eux seuls, ne pèsent pas lourd dans le processus de redressement économique, car selon la Banque mondiale, la production mondiale est encore loin des sommets atteints avant la crise. Celle-ci est actuellement en dessous de 8% de son niveau habituel aux États-Unis. Dans l'UE et au Japon, la contre-performance de la production s'est établie à -16%. S'agissant de la consommation des ménages, elle peine également à décoller. La contribution de la consommation privée à la croissance dans l'Union européenne a été négative depuis le troisième trimestre 2009 et conti-

STATISTIQUES MOYENNES

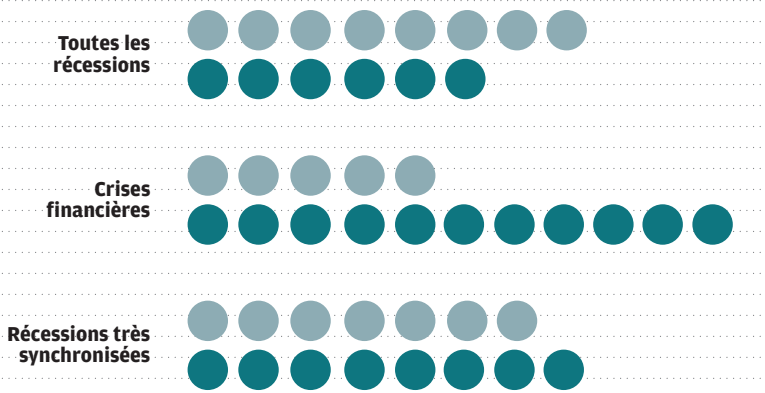
RÉCESSIONS

■ Durée (trimestres)
■ Manque à produire (% par rapport au pic)



REPRISES

■ Gain de production après 4 trimestres (% par rapport au creux)
■ Nombre de trimestres jusqu'au retour au pic précédent



SOURCE : CALCULS DES SERVICES DU FMI

ne sur ce trend, indique la Banque mondiale. Cette tendance se manifeste notamment par le maintien de la baisse du marché du retail, dans la zone Euro (-0,4% par rapport à 2009) et aux USA (-0,5%). Cependant, les pays en développement, quant à eux, ont dans leur majorité retrouvé leur niveau de production d'avant crise. Pour les analystes, cela non plus ne peut freiner la tendance récessive.

Effets pervers

En fait, les analystes estiment que les éléments de la décelération qui poussent à envisager une nouvelle récession résident essentiellement dans les effets pervers des mesures anticrises. La tension de la dette souveraine en Europe, le passage de nombreux gouvernements sous le régime de l'austérité budgétaire et les actions de surveillance accrue du système financier ont réduit la prise de risque global, ce qui freine la croissance à court terme. Par ailleurs, la combinaison des incertitudes quant à la santé des économies des pays à revenu élevé, la fin de restockage et la disparition des stimuli fiscaux, auront à moyen terme comme effet de ralentir le rythme de l'expansion des pays émergents, particulièrement la Chine et le Brésil, souligne la Banque mondiale. La perte de confiance en la capacité de l'économie mondiale à se redresser à moyen terme est aussi une tendance qui se généralise. Ainsi, la Banque mondiale explique la baisse de consommation des ménages par l'excès de prudence, la faible confiance des consommateurs et par les effets de richesses négatives dus aux récentes baisses des marchés boursiers. Il y a pis : plusieurs analystes estiment que la capacité à établir des projections de l'économie et même à statuer sur la situation actuelle est biaisée par les effets d'annonces des gouvernements des pays développés et des modèles statistiques jugés peu fiables. Jean Paul Lugan, auteur d'ouvrages de management et consultant français, affirme à ce propos : «le monde reste encore dominé par les émotions et celles-ci sont difficilement contrôlables et peu prévisibles car, il est désormais impossible de se fier à un quelconque modèle statistique ou théorique pour prévoir l'avenir sur les plans économique et financier». Même son de cloche chez l'économiste marocain Hassan Zaoual, professeur d'université en France. «Le discours sur la reprise en Europe, c'est de la Com' plus qu'autre chose», tranche sans concession Zaoual. Quel serait l'effet de tout cela sur le Maroc ?

Situation nationale, assurance fragile

Les dernières révélations de la Banque mondiale, tout comme celles de la BAD, montrent que leur jugement de la solidité des fondements économiques du Maroc, (positif depuis le début de la crise) reste globalement inchangé. Toutefois, aucune de ces institutions n'a émis la certitude que cette solidité va se maintenir si la récession se prolonge. En fait, le premier signal de méfiance par rapport aux perspectives annoncées vient du gouvernement lui-même. L'optimisme débordant ayant caractérisé le début de l'année semble retomber d'un cran, et, dans la foulée, les prévisions de croissance du ministère des Finances sont corrigées à la baisse, pas-

Jean-Paul Lugan,

Consultant, auteur et directeur du cabinet Dia Logos.

«Les plans d'austérité des États vont plomber le regain de croissance»

Les échos quotidien : Selon vos analyses, dans quelle situation économique l'Europe se trouve-t-elle aujourd'hui ?

Jean-Paul Lugan : Il y a des signes de reprise économique si l'on en juge par les taux de croissance positifs en France et en Allemagne, et le taux de chômage qui a légèrement baissé. Pour autant, cette croissance reste fragile et soumise aux fluctuations boursières et aux effets d'annonce. À mon sens, ce regain de reprise de l'activité est temporaire. Il est prévu un net ralentissement dans les six mois à venir, car la reprise actuelle dans la zone euro est due aux investissements réalisés par les États pour doper leur économie. Néanmoins, les plans d'austérité de la plupart des pays de la zone euro qui ont été mis en parallèle vont freiner la relance économique dans les douze mois à venir.

Les chefs d'entreprises que vous côtoyez ont-ils repris leur moral cette année ?

Globalement, le moral revient. Les chefs d'entreprise ont conscience que le maintien de leur activité, voire de leur rentabilité n'a pu se faire que grâce aux plans directeurs mis en place. Cette crise fait apparaître deux comportements nouveaux dont la remise en question de certains modèles de management et l'introduction de l'innovation dans les secteurs où le traditionalisme est de rigueur.

Ont-ils confiance quant à l'atteinte de leurs objectifs cette année ?

Il faut faire un distinguo entre les patrons de grandes entreprises et ceux des PME. Pour les premiers, la confiance est meilleure aujourd'hui qu'en début d'année. Leur poids dans l'activité économique et les moyens disponibles y ont contribué. Pour les deuxièmes, il y a un regain d'optimisme si l'on en juge par le baromètre de la Tribune-LCL TV qui gagne 8 points au regard du redressement de la demande export. Par contre, l'emploi ne décolle pas, ce qui ne les aide pas à faire face à la demande.



POINT DE VUE

Youssef Iben Mansour

Président de la FNPI

En considérant les principaux indicateurs du secteur, nous pouvons confirmer qu'il y a un regain de reprise en comparaison avec les années 2005 et 2006. La consommation du ciment est passée à 7,61 millions de tonnes entre janvier et juin 2010 contre 4,92 MT et 5,44 MT respectivement dans la même période en 2005 et 2006. L'encours des crédits à l'immobilier a atteint 182,41 millions de DH en mai 2010 contre 62,18 MDH en 2006 et 49,08 en 2005. Enfin, la production de logements sociaux a enregistré, entre janvier et juin 2010, une hausse de 1,6% par rapport à la même période de l'année dernière. Toutefois, il faut rester vigilant par rapport à la situation actuelle. L'activité n'est pas très soutenue et reste fragilisée notamment pour le moyen et haut standings et dans certaines villes, notamment Marrakech et Tanger. Pour relancer l'activité du secteur, il est indispensable de continuer à soutenir la politique du logement par le financement accordé à l'immobilier et aux acquéreurs mais aussi par l'élimination des entraves administratives. Maintenant que les autorisations sont accordées pour le logement social, nous espérons une reprise pour ce segment en 2011. Pour les autres, nous espérons vivement que cela ne tardera pas.

Événement

6

CONJONCTURE



D'après le recoupement des différentes analyses, la posture marocaine dans les segments «câblage» et «manufacturing», reste mitigée.

(PHOTOS : AFP)

sant de 4,3 % à 4 %. En cause, la situation toujours peu rassurante de la zone Euro et ses effets ressentis sur certains secteurs. Selon Mohamed Chafiki, directeur des études et des prévisions financières au ministère de l'Économie et des finances, le fait que plus de 95% des exportations marocaines soient encore adressées à l'Union européenne est un véritable facteur de risque qui accentue la vulnérabilité économique du pays. À titre d'exemple, le textile-habillement dont plus de 70% des exportations sont dédiées à l'Espagne et à la France frémît toujours à chaque secousse économique dans ces deux pays, et le retour au marché domestique semble être un antidote aujourd'hui plus rassurant. L'aéronautique paie actuellement le prix de cette dépendance en enregistrant une chute de 15% de ses exportations. Les segments «câblage» et «manufactu-

La baisse des recettes fiscales a été compensée, en partie, par le recul des dépenses de compensation en raison de la baisse des prix mondiaux.

ring» ont particulièrement subi des coups durs avec respectivement une baisse de 39,2% et 34,7%. Le recoupement des différentes analyses montre que la posture marocaine est, elle aussi, mitigée. D'une part, les exportations de biens et services ont repris au 1er semestre en gagnant +12% contre -26% l'année dernière. D'autre part, les importations pour la même catégorie ont crû de 13,3%, entraînant un trou dans la balance commerciale estimé à 16,3% du déficit global. Ceci, explique-t-on, est dû à la hausse des prix à l'importation, notamment celui de l'énergie. Le creusement des recettes budgétaires, qui a fait échos ces dernières semaines, cache quant à lui, comme réalité la tentative des autorités de circonscrire les effets différés de la crise qui déferlent sur l'économie nationale. La Banque mondiale relève que, l'année dernière, la baisse des recettes fis-

Mohamed Chafiki,

Directeur des études et des prévisions financières au ministère de l'Économie.

«Malgré des signes de reprise, l'industrie nationale demeure vulnérable»

Les échos quotidien : S'agissant de la situation nationale, peut-on, aujourd'hui, parler de reprise ?

Mohamed Chafiki : Plusieurs facteurs militent en faveur d'une hausse de l'économie marocaine grâce notamment à une production céréalière estimée à 80 millions de quintaux au lieu de 70 prévus initialement, au bon comportement des activités non agricoles et à la confirmation des signes de reprise de l'activité économique mondiale observées durant les premiers mois de l'année 2010.

Pouvez-vous en donner plus de détails ?

Récemment, le FMI (Fonds monétaire international) a procédé à une révision à la hausse de ses principales projections concernant l'économie mondiale. Il estime que celle-ci devrait boucler l'année 2010 avec une croissance de 4,6%, après un recul de 0,6% en 2009. Dans la zone euro, principale partenaire du Maroc, au deuxième trimestre 2010, la croissance du PIB s'est accélérée à 1%, soit son rythme le plus élevé depuis plus de trois ans, tirée par l'Allemagne (+2,2%) et la France (+0,6%). Le commerce international devrait enregistrer une progression de 9% après une baisse de 11,3% en 2009. Nous tablons, par conséquent, sur une croissance économique nationale de 4% pour l'année 2010. Il y a lieu de signaler que ces prévisions du FMI font état d'une croissance de 4,5% pour la région MENA et de 4,7% pour l'Afrique subsaharienne.

Demeurent-ils des secteurs en difficulté ?

Au-delà des facteurs conjoncturels liés à la baisse de la demande étrangère adressée au Maroc en 2009, certaines fragilités sectorielles et structurelles demeurent. Le tissu industriel marocain souffre d'une faible convergence de la productivité du travail vers le niveau des pays émergents: elle n'a augmenté que de 40% au Maroc entre 1980 et 2006, alors qu'elle a doublé dans ceux-ci. Cet écart continue de se creuser malgré l'accélération de la productivité observée ces dernières années au Maroc. La progression de la productivité du travail dans les économies émergentes dépasse 4% alors qu'il se situe au Royaume autour de 2,5% par an.



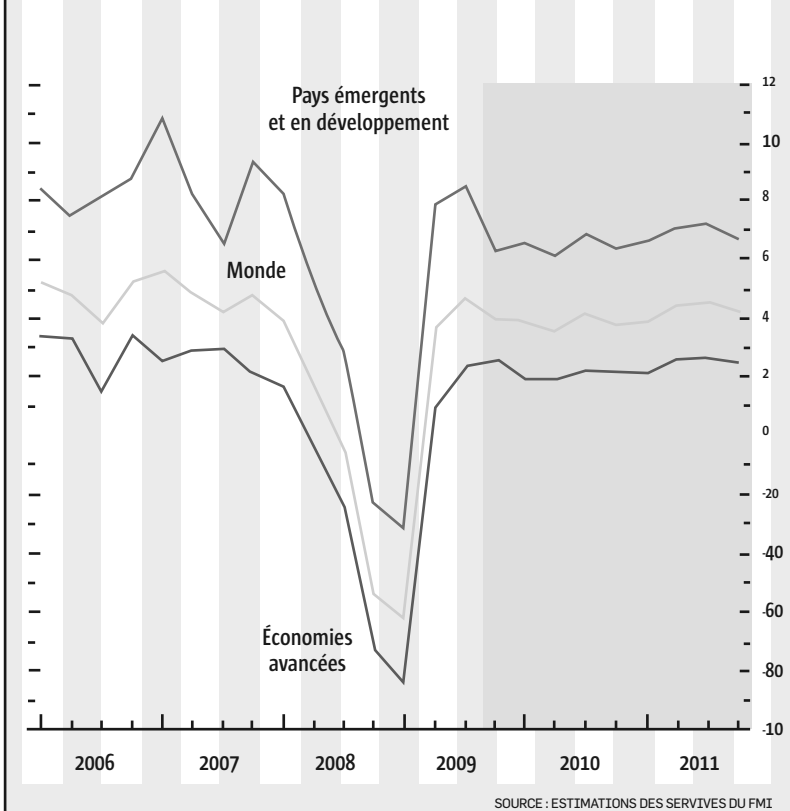
POINT DE VUE

El Mostafa Sajid

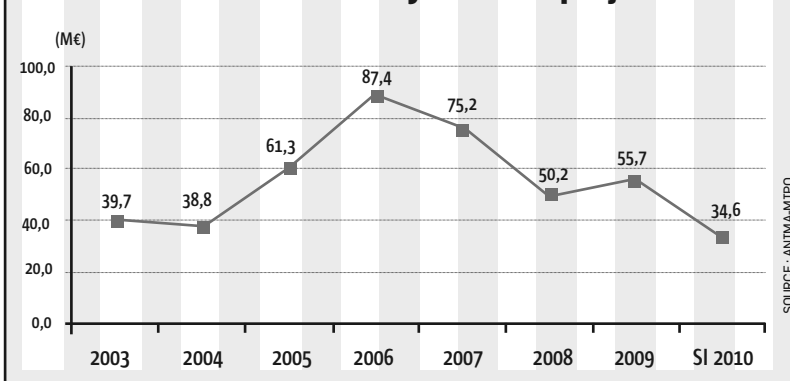
Président de l'AMITH

Les exportations du secteur textile reprennent le chemin de la croissance. En juin 2010, elles ont atteint 2,829 milliards de dirhams soit 6,7% de plus qu'en juin 2009. Les exportations du mois de juillet se sont établies à 2,911 milliards de dirhams, soit une évolution de +12,3%. La baisse cumulée à fin juillet 2010 n'est plus que de -9% par rapport à la même période de 2009, alors qu'elle frôlait les 25% en début d'année. S'agissant du marché intérieur, il semblerait que les démarches menées conjointement avec les autorités publiques pour contrecarrer les importations massives en sous-facturation aient porté leurs fruits, puisqu'on assiste à une bonne orientation des ventes des entreprises industrielles victimes de cette concurrence déloyale depuis fin mars. Mais le retard accusé depuis le début de l'année serait difficilement rattrapable. Toutefois, nous restons optimistes, car le mois d'août devrait être également bien orienté et nous assistons au cours des derniers mois à un regain d'intérêt pour le Maroc, matérialisé par des demandes de cotation de la part de nombreux clients et donneurs d'ordre, dont les bases étaient naguère en Extrême-Orient. Si le trend enregistré depuis mi-mai 2010 venait à se poursuivre, le bilan de l'année textile devrait être convenable.

Croissance du PIB mondial



Evolution de la taille moyenne des projets d'IDE



cales a été, en partie, compensée par le recul des dépenses de compensation en raison de la baisse des prix mondiaux des céréales et des carburants. Toutefois, cette année, bien que le rythme de la baisse des recettes

fiscales ait été ralenti, le budget affronte des conditions défavorables face aux prix mondiaux des combustibles qui ont repris leur hausse. Cela s'est finalement traduit pour le Maroc par des subventions beaucoup plus importantes que celles encourues en 2009. Conclusion: le déficit budgétaire annualisé pourrait dépasser celui prévu par la loi des Finances 2010.

Toujours est-il qu'au Maroc le verdict final sur le bilan économique 2010 tient surtout aux dynamiques sectorielles. Si l'agriculture, l'industrie (aéronautique, textile...) sont jugées globalement fragiles (car subissant les aléas de la crise), il n'en reste pas moins que la plupart des autres secteurs sont considérés comme hors de portée de la récession, en tout cas à court terme. En première ligne des secteurs «sains», les activités extractives tirées par l'OCP dont les exportations continuent leur tendance haussière, avec un bond de 78,4% en juin 2010 par rapport à la même période de 2009. La pêche garde la forme, la valeur des exportations maintient un niveau positif (+1,1%) par rapport à 2009. Il en est de même pour l'automobile et l'immobilier. La hausse des exportations du premier a atteint 31% en juin, le second connaît une amélioration sensible de sa performance, notamment sur le segment du logement (+1,6% par rapport à la même période de 2009). Les autres segments de l'immobilier (moyen et haut standing) quant à eux sont dans une posture de fragilité du fait du recul jugé important de la demande. Malgré cela, au niveau des fédérations sectorielles, l'attitude générale qui se dégage est celle de la «confiance prudente». L'enquête de conjoncture industrielle de Bank Al-Maghrib du mois de juillet confirme cet état de fait. Selon elle, dans l'industrie, 39% des chefs d'entreprise sondés font état d'un développement de l'activité, contre 35% signalant une régression. En fait, pour finir l'année en beauté voire garder leur dynamisme à moyen terme, les fédérations sectorielles comptent énormément avec la vigueur des actions de soutien du gouvernement. Ainsi, les acteurs de l'offshore attendent vaillamment les retombées de la campagne de promotion de l'investissement étranger pour voir la dynamique du secteur se renforcer. Les promoteurs immobiliers attendent l'accentuation du soutien à la politique du logement par le financement, l'élimination de toutes les entraves administratives et la mise à disposition du foncier, pour voir le secteur se relancer. Les «textiliens» estiment que la reprise ne pourrait être envisagée sans le renforcement du partenariat public-privé pour la sauvegarde des acquis du STH et pour son engagement dans les chantiers structurants de relance et de progrès. En définitive, tout cela sonne comme un appel au secours.

Stefano Paternostro,

Économiste principal de la Banque mondiale, en charge du Maroc.

«La vulnérabilité du Maroc réside dans la non compétitivité du tissu productif»

Les échos quotidien : Il y a eu des controverses entre les institutions marocaines (HCP, CMC, ministères, etc.) sur le taux de croissance (de 3,2 à 4,5% selon les entités). Quelles sont les estimations de la Banque mondiale ?

Stefano Paternostro : Selon nos estimations, le taux de croissance de l'économie marocaine devrait se situer dans une fourchette de 3,5 à 4%.

Quels sont les facteurs qui influencent cette croissance ?

Parmi les facteurs qui vont influencer la croissance de l'économie marocaine, il y a le secteur agricole qui a présenté de bonnes performances (toutefois plus faibles qu'en 2009 qui a été une année vraiment exceptionnelle), ainsi que l'amélioration de la demande interne et la relance des exportations.

Y a-t-il des indicateurs à surveiller ?

De notre point de vue, la vulnérabilité de l'économie marocaine reste essentiellement liée au besoin de renforcement de la compétitivité du tissu productif en général. Au 1er semestre 2010, une reprise de l'activité économique nationale a été constatée. Le PIB non agricole a augmenté de 5,3% au lieu d'une baisse de 1% le semestre 2009 correspondant. Pendant ce temps, la valeur ajoutée de l'Agriculture a diminué de 7,8% après une hausse exceptionnelle de 31% l'an dernier. Le taux de chômage aussi a légèrement augmenté à 9,1% par rapport au 1er semestre 2009 où il était à 8,8%.

En cas de reprise économique globale, quels seraient les atouts du Maroc ?

Si la reprise mondiale s'accélère, le Maroc ne pourrait qu'en bénéficier. La croissance de la demande interne en sera le moteur principal et dans une moindre mesure les exportations. En outre, les transferts et les investissements étrangers favoriseront une amélioration de la balance des paiements. De plus, l'économie marocaine bénéficiera de l'impact d'une gestion saine du cadre macroéconomique et des réformes mises en œuvre.



POINT DE VUE

Amani Abou-Zeid

Représentante de la Banque africaine de développement (BAD)

En dépit d'un contexte international, marqué par la propagation des effets de la crise, l'économie marocaine a fait preuve d'une bonne résilience. Ceci s'explique par la solidité des fondements économiques du pays et la faible exposition de son système bancaire aux marchés financiers internationaux. La poursuite et l'élargissement des réformes économiques et sectorielles engagées ces dernières années ont également contribué à la maîtrise de l'impact de la crise sur l'économie marocaine. Cette performance résulte des mesures contra-cycliques vigoureuses prises par le gouvernement en 2009 pour soutenir la croissance et préserver les conditions de vie des populations. Dans ce cadre, la BAD a porté le volume de son investissement public au Maroc à près de 1,35 milliard d'euros en 2009, soit plus de 26% par rapport à 2008. Cette action vient en appui à la stratégie de développement et de mise à niveau des infrastructures, élaborée par les autorités marocaines. Il convient, également, de saluer la mise en place du Comité de veille stratégique, dès février 2009, qui a préconisé des mesures pertinentes et favorisé des mécanismes de réactivité, lesquels ont contribué à amortir significativement les effets négatifs de la crise.